



Extrait du registre des arrêtés du Maire

N° 354 T 25

Objet : *Réglementation temporaire du stationnement rue Marie Talbot*

Le Maire de la Ville de Sainte-Adresse

VU les articles 2212-1 à 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'article R 417-10 du Code de la Route

VU la demande présentée par Monsieur FLORENT pour des besoins de pose d'un échafaudage rue Marie Talbot

ARRETE

Article 1 : Afin de permettre le bon déroulement de l'intervention, le demandeur sera autorisé à installer un échafaudage sur le trottoir au droit du 2 rue Marie Talbot **du 6 au 20 octobre 2025**. Une déviation pour les piétons sera mise en place durant les travaux. **Une prolongation est accordée du 29 octobre au 18 novembre 2025. Une nouvelle prolongation est accordée du 19 novembre au 2 décembre 2025**

Article 2 : L'entreprise mettra en place la signalisation réglementaire visible de jour comme de nuit et les protections nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons. Elle aura l'obligation de réparer les dégâts éventuels causés au domaine public, elle assumera la responsabilité des ouvrages et matériels stationnés et procédera à l'affichage de l'autorisation.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées dans les formes prévues par les règlements en vigueur.

Article 4 : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Sainte-Adresse, les Agents de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire Divisionnaire du Havre, Monsieur le Commandant du Corps Urbain du Havre et les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sainte-Adresse, le dix-huit novembre deux-mil-vingt-cinq.

Le Maire,

